
[L'Année internationale des forêts se termine : que célébrer ?](#)

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a déclaré cette année 2011 Année internationale des forêts. Considérant que cette année se termine, il est bon de faire un bref bilan.

Le slogan de cette Année Internationale est « les forêts pour les personnes ». En janvier, nous avons écrit : « les peuples de la forêt auront-ils quelque chose à fêter ? Y aura-t-il durant l'année des progrès dans la lutte contre les causes directes de la déforestation, comme l'extraction de bois et l'avancée de l'agro-industrie ? Que dire des causes dites indirectes ou sous-jacentes, c'est-à-dire celles qui sont derrière la destruction forestière, comme c'est le cas d'une économie mue par le profit et la spéculation financière, et par une consommation excessive au seul bénéfice d'une minorité de l'humanité ?

REDD+

C'est le débat sur le mécanisme REDD+ qui a de nouveau dominé le programme des pourparlers sur les forêts. Les tentatives pour faire avancer l'implantation de ce système ont mobilisé des banques, des consultants, des gouvernements et même de nombreuses ONG. On a déjà dépensé des milliards de dollars dans ce processus, chose qui a été dénoncée par un groupe d'organisations, parmi lesquelles des organisations indigènes (1). Il s'agit de ressources qui pourraient être utilisées pour encourager et multiplier les expériences positives de conservation des forêts et de respect des droits de l'homme dans le monde entier, sans lien avec le mécanisme REDD.

L'aveuglement de ceux qui, comme la Banque mondiale et diverses entreprises consultantes, insistent le plus à promouvoir REDD+ attire notre attention. Elles ne semblent pas percevoir les preuves des violations des droits de l'homme qui se produisent dans les zones où l'on met en œuvre les projets pilotes de REDD+, comme l'a montré l'étude de cas réalisée par le WRM (2) d'un projet de Conservation International et de la Walt Disney au Congo, ainsi que d'autres études. Elles ne saisissent pas non plus que de plus en plus d'études annoncent que REDD+ ne va pas fonctionner à cause de sérieux obstacles, principalement relatifs au mécanisme de marché (3). Les problèmes détectés ont atteint leur sommet avec une proposition, lancée à Durban pendant la CdP 17 par des organisations indigènes, de déclarer un moratoire sur REDD (voir l'article correspondant dans ce bulletin).

Alors que le Brésil tente de se présenter comme protecteur de la plus grande forêt tropicale du monde, un groupe de parlementaires de ce même pays, groupe lié à l'agro-industrie, a essayé cette année de modifier le Code forestier, ouvrant ainsi le chemin à la déforestation légale de millions d'hectares, essentiellement au bénéfice de l'agro-industrie, tandis que la récupération est envisagée grâce aux projets REDD+ et à la rétribution pour services environnementaux, sujets pour lesquels on est en train d'élaborer rapidement des législations spécifiques. Le pari sur une « économie verte », basée sur la marchandisation et maîtrise de la nature et du territoire, tend à provoquer un recul des droits légalement garantis des populations indigènes et traditionnelles du Brésil.

L'aggravation de la pollution, conséquence de ce modèle, intensifie aussi la contamination causée

par les grandes entreprises internationales dans le Nord, ce qui implique davantage d'impacts sur les populations indigènes et d'autres secteurs qui vivent au voisinage de ces industries et de leurs zones d'extraction dans le Nord, et l'intensification du racisme et d'autres injustices environnementales et sociales. Dans le Sud, cela signifie aussi, à bref ou à moyen délai, des effets négatifs sur les forêts tropicales, ce qui fait de REDD+ un processus contreproductif, même pour ceux qui pensent que « la forêt sur pied » et un certain contrôle exercé sur elle en garantiront l'avenir.

Il manque des propositions structurelles pour attaquer les causes directes et indirectes de la déforestation. Celles qui existent continuent à être considérées par les gouvernements et leurs interlocuteurs comme très « radicales ». Pourtant, sans ces propositions « radicales » le climat connaîtra une augmentation de la température de près de 4 degrés en peu de temps (4). Là oui, le changement sera réellement radical pour la vie de centaines de millions de personnes du monde entier, et surtout pour les femmes, plus vulnérables aux changements climatiques.

La définition des forêts

Un autre facteur qui encourage la déforestation est, sans doute, la définition donnée par la FAO, qui appelle forêts les plantations industrielles d'arbres. Le WRM a réalisé cette année une mini-campagne intense sur le sujet, en élaborant des outils et en remettant en septembre à la FAO une lettre dans laquelle elle exhortait l'organisation à commencer d'urgence un processus de révision de cette définition, avec la participation effective des peuples de la forêt.

Peut-être la lutte contre la définition actuelle des forêts a-t-elle eu un certain écho lors de la CdP 17, dans la recommandation faite par l'OSAST(5), l'organe assesseur de la Conférence des Parties, dans le cadre du débat sur REDD. L'OSAST suggère que chaque pays puisse donner sa propre définition de la forêt, différente d'une définition unique issue de la CCNUCC. Bien que, d'une part, cette recommandation donne la possibilité de lutter dans chaque pays pour des définitions qui excluent la monoculture d'arbres et qui prennent mieux en compte la réalité locale des forêts, d'autre part elle ouvre aussi la voie à des définitions qui favorisent encore plus l'avancée des plantations industrielles d'arbres.

La dernière option est la plus probable, vu le grand pouvoir du lobby des entreprises du secteur et des institutions financières qui encouragent les plantations d'arbres auprès des gouvernements nationaux, dont les représentants sont habitués à voir leurs campagnes électorales financées par les entreprises forestières qui, « en échange », obtiennent des terres, des avantages et des incitations. Sans une définition et une référence claire à l'échelle internationale, la porte reste ouverte à des définitions encore plus favorables à leurs intérêts industriels.

Le manque d'intérêt à aborder les causes sous-jacentes de la déforestation devient encore plus évident si nous considérons comment avancent dans les plans les fausses solutions proposées pour résoudre la crise du climat. Un exemple en est l'utilisation d'agrocombustibles, en particulier la biomasse de bois, pour produire de l'énergie en Europe. Il s'agit d'une tentative pour maintenir en place l'actuel système précaire de production et de consommation, en ayant de nouveau recours à des systèmes de certification comme le FSC dans le cas des plantations d'eucalyptus et de pins, et comme la RSPO dans le cas des plantations de palmiers pour la production d'huile. Aucun de ces deux systèmes de certification n'évite qu'il y ait de graves violations des droits de l'homme, comme le démontre, par exemple, l'article sur l'Indonésie du présent bulletin. Les gouvernements préfèrent s'occuper des intérêts industriels et bancaires plutôt que du bien-être futur des personnes et de l'environnement, y compris le climat. Ils cherchent à faire face à la crise économique en appliquant les mêmes recettes de toujours, sans se soucier de fixer des limites à l'exploitation de la nature, ou

de faire en sorte que les grands pollueurs réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre.

La résistance

Nous n'aurions pas grand-chose à fêter cette année sans les profondes remises en question du « lavage vert » des labels de certification, comme celui du FSC, qui se sont produites dans les pays du Nord (6), et surtout sans la résistance des peuples des forêts et d'autres biomes, qui se sont battus dans divers pays du Sud contre la déforestation, et qui ont résisté dans des régions où les gouvernements ont favorisé la monoculture d'arbres et d'autres formes d'usurpation des terres.

Il devient de plus en plus évident qu'il faut reconnaître les droits de ces populations, sans quoi se perpétueront la violation de leurs droits et la criminalisation de ceux qui luttent pour les défendre, comme il arrive dans de nombreux pays, du Chili dans les régions de plantation de pins, à l'Indonésie autour des plantations d'eucalyptus et de palmiers à huile. La meilleure manière de conserver les forêts, d'atténuer l'impact des changements climatiques et de favoriser la sécurité et la souveraineté alimentaires est de respecter les droits des peuples qui habitent les forêts et d'autres biomes et qui dépendent d'eux.

Pour avancer sur cette voie, nous pensons qu'il est indispensable d'encourager et de coordonner entre eux les processus de résistance les plus divers, de la lutte pour la conservation des forêts à la lutte contre le système financier international, en créant des liens de solidarité entre les peuples du Sud et avec les peuples du Nord, pour augmenter ainsi la pression sur les entreprises et les gouvernements.

Il est important que les voix des divers peuples qui s'opposent à la privatisation et à l'appropriation de terres et de la nature et qui défendent les droits élémentaires de l'homme aient des échos plus forts et mieux accordés au moment des prochains grands événements, comme celui de Rio+20. Finalement, nous reprenons aussi l'appel lancé par La Vía Campesina le mois dernier au Mali, en Afrique, contre l'usurpation de terres (voir la convocation de Rio+20 et l'article sur l'appropriation de terres dans le présent bulletin).

- 1- <http://www.wrm.org.uy/temas/REDD.html>
- 2- http://www.wrm.org.uy/subjects/REDD/DRC_REDD_fr.pdf
- 3- <http://www.fern.org/carbonmarketswillnotdeliver>
- 4- <http://outrapolitica.wordpress.com/2011/11/17/a-un-ano-de-cancun-y-dias-de-durban-mas-de-40-c/>
- 5- <http://www.redd-monitor.org/wordpress/wp-content/uploads/2011/12/l25a01.pdf>
- 6- Comme ce fut le cas en Belgique, à propos de la certification FSC de Veracel Celulose au Brésil (voir <http://www.duurzaamoppapier.be>).